

## Un olivier, ça pousse bien en milieu aride ?

Par Jean Faniel – Chercheur au Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques)

**Le 7 juin, les électeurs ont parlé. Le scrutin régional, communautaire et européen a eu pour toile de fond en Belgique un contexte de crise économique de plus en plus durement ressentie, une attention croissante aux thématiques liées à l'avenir de la planète, un climat d'affaires impliquant différents mandataires politiques et allant jusqu'à conduire un ministre à la démission moins d'un mois avant les élections, ainsi que la perspective de négociations institutionnelles entre les différentes entités fédérées et fédérale du pays. L'avenir de l'Union européenne et le contenu de ses politiques, bien qu'ils façonnent considérablement les systèmes politiques nationaux des États membres, n'ont guère trouvé place dans la campagne électorale.**

La formation arrivée en tête est différente dans chaque cas. Son poids au sein de l'assemblée l'est également. Le CD&V est le premier parti flamand avec 22,9 % des voix. Le PS, premier parti en Wallonie, le devance de près de 10 % (32,8 %). En Région de Bruxelles-Capitale, le MR remporte 26,5 % et l'Open VLD, premier parti flamand, obtient 2,6 %<sup>1</sup>. En Communauté germanophone enfin, le CSP<sup>2</sup> récolte 27,0 %. Les quatre derniers partis cités sont tous en recul de manière plus ou moins marquée. Le CD&V obtient un score moins élevé, seul, en 2009, qu'associé à la N-VA, en 2004. Cependant, le total des voix recueillies par ces deux formations séparément lors de ce scrutin-ci est supérieur de 9,9 % au score obtenu par le cartel cinq ans auparavant (36,0 % au total en 2009, contre 26,1 % pour le « cartel flamand » en 2004).

Le podium électoral diffère également selon les entités. Le Vlaams Belang conserve la deuxième position au Parlement flamand, *ex æquo* avec le SP.A, devant l'Open VLD ; Écolo se glisse à la troisième place en Wallonie, derrière le MR, ainsi qu'à Bruxelles, derrière le PS ; le SP, fédération germanophone du PS, prend la deuxième place au Parlement de la Communauté germanophone, tandis que les libéraux du PFF, et ProDG, qui a succédé au Parti des Belges de langue allemande, se partagent la troisième place.

Le poids respectif de certaines alliances potentielles varie lui aussi de manière importante.

Une coalition rouge-verte totalise 51,3 % des voix en Wallonie et 44,7 % en région bruxelloise. Elle n'atteint que 30,8 % en Communauté germanophone et représente à peine 22,1 % des voix comptabilisées au niveau du Parlement flamand. Une alliance de centre-droite classique, associant bleus et oranges, n'est pas davantage majoritaire dans cette assemblée, le CD&V et l'Open VLD rassemblant seulement 37,9 % des suffrages à eux deux. Elle n'est pas non plus majoritaire dans les autres parlements régionaux et communautaires puisqu'un tel attelage atteint 39,5 % en Wallonie, 43,9 % à Bruxelles et 44,5 % en Communauté germanophone. Enfin, le poids des trois familles politiques le plus anciennement implantées en Belgique (libéraux, sociaux-chrétiens et socialistes) connaît lui aussi des variations significatives, représentant 72,3 % au Parlement wallon, 69,4 % en Région de Bruxelles-Capitale, 63,8 % au Parlement de la Communauté germanophone et à peine 53,2 % au Parlement flamand. On ne peut même pas avancer que l'ensemble des gouvernements sortants ont été sanctionnés ou récompensés par les électeurs. Si les partis formant les gouvernements flamand (surtout) et wallon (dans une moindre mesure) ont vu leur assise se rétrécir, la coalition en place en Communauté germanophone a par contre maintenu intact le nombre de parlementaires la soutenant<sup>3</sup>. Le gouvernement bruxellois sort renforcé de 5 sièges sur les bancs francophones du parlement et d'un élu flamand.

...

Source : july.fixedreference.org



Un olivier, ça pousse bien en milieu aride ?

### Quatre entités bien distinctes

Les résultats enregistrés dans les parlements régionaux et communautaires soumis à réélection dessinent à nouveau les contours de paysages politiques assez différents.

## **Des familles politiques aux bilans contrastés**

Une analyse des résultats par famille politique livre des enseignements à peine plus uniformes. L'extrême droite apparaît comme la grande perdante du scrutin de 2009. Tant au niveau national, où elle cède plus d'un tiers de ses voix, que dans chacun des parlements où elle était représentée : le VB perd 9 sièges et son statut de premier groupe politique au Parlement flamand<sup>4</sup>, tandis qu'il perd la moitié de ses élus (3) au Parlement bruxellois ; le FN disparaît de ce parlement, ainsi que du Parlement wallon, ce qui l'exclut *ipso facto* du Parlement de la Communauté française. Cette famille politique « pèse » toutefois encore 11,2 % des voix au total, soit à peine 3 800 voix de moins que la famille écologiste.

**L'extrême droite apparaît comme la grande perdante du scrutin de 2009.**

Les verts ont largement progressé au niveau national. Ce mouvement n'est cependant pas uniforme dans les différentes entités. Écolo a augmenté son score de 10,0 % en Wallonie, de 9,5 % à Bruxelles et de 3,3 % au Parlement de la Communauté germanophone. En revanche, Groen! n'a pas vu son score modifié à Bruxelles et perd même 0,8 % au Parlement flamand.

La famille orange, qui conserve le rang de deuxième famille politique du pays qui était le sien en 2004, enregistre des résultats contrastés. On a déjà mentionné le sort du CD&V au Parlement flamand. Sa situation est assez différente au Parlement bruxellois. Le résultat cumulé de ce parti et de son ancien allié, la N-VA, atteint tout juste celui réalisé par les deux formations, en cartel, en 2004. Dans cette assemblée, les sociaux-chrétiens flamands ne représentent que la quatrième formation politique flamande. Le CSP, on l'a vu, a encore perdu du terrain en Communauté germanophone (-5,8 %).

Le CDH obtient pour sa part des résultats en demi-teinte, perdant 1,5 % au Parlement wallon, où il enregistre le moins bon score de son histoire et de celle du PSC, et gagnant 1,0 % à Bruxelles, sa meilleure performance dans cette assemblée.

Première famille politique du pays, les socialistes reculent sensiblement au Parlement wallon (-4,1 %), bien qu'ils y restent sans conteste la première force politique, ainsi qu'au Parlement flamand (le SP.A, seul en 2009, récolte 15,3 %, alors qu'il obtenait, en cartel avec Spirit, 19,7 % en 2004).

Au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, le PS perd 5,4 % et le SP.A (sans Spirit) 0,2 %. En Communauté germanophone par contre, un léger progrès est enregistré (+0,3 %).

À l'instar de l'extrême droite, mais dans une moindre mesure, les libéraux sont en recul partout : -4,8 % au Parlement flamand, -3,5 % en Communauté germanophone, -1,5 % pour le MR et -0,1 % pour l'Open VLD à Bruxelles et -0,9 % au Parlement wallon.

Seules les formations de gauche anticapitaliste progressent dans les trois régions du pays. Très divisées<sup>5</sup>, elles ne récoltent cependant pas, au total, 100 000 voix (1,5 %).

Enfin, ProDG et la N-VA<sup>6</sup> ont réalisé des scores imposants au Parlement de la Communauté germanophone et au Parlement flamand (respectivement 17,5 % et 13,1 %), alors que l'on chercherait en vain un mouvement politique wallon ou bruxellois aussi puissant.

### **Des coalitions différentes**

On l'a compris, sur la base d'un tel paysage politique, les négociations en vue de former des majorités gouvernementales prennent fatalement une tournure divergente.

Faut-il s'en étonner ? Après tout, le fédéralisme est censé donner plus d'autonomie aux entités fédérées, dans le respect de leurs spécificités. Dès lors, pourquoi s'attendre à voir des paysages politiques identiques dans tous les coins du pays ? Force est cependant de reconnaître que cette diversité est particulièrement prononcée. Les formules de gouvernement déjà adoptées ou actuellement en cours de négociation le sont également.

**Seule la famille socialiste participe aux discussions dans toutes les entités fédérées, le SP.A étant cependant exclu des négociations bruxelloises.**

Le gouvernement germanophone associe socialistes, libéraux et représentants de ProDG.

En Flandre, les discussions pour la formation du gouvernement rassemblent le CD&V, le SP.A et la N-VA. Une telle alliance fait penser à la majorité en place entre 1992 et 1995, unissant le CVP, le SP et la VU.

Le gouvernement wallon et celui de la Communauté française seraient a priori constitués de ministres du PS, d'Écolo et du CDH.

Enfin, le gouvernement bruxellois présenterait à nouveau une composition asymétrique du point de vue linguistique, les partis flamands ayant négocié une formule « jamaïcaine »<sup>7</sup> (Open VLD, CD&V et Groen!) et les partis francophones participant aux négociations « olivier »<sup>8</sup> (PS, Écolo et CDH) en cours aux deux niveaux de pouvoir précités.

En l'état actuel des choses, seule la famille socialiste participe aux discussions dans toutes les entités fédérées, le SP.A étant cependant exclu des négociations bruxelloises.

...

## ***D'un olivier à une oliveraie ?***

La formule de l'olivier, en cours de négociation, n'est pas une nouveauté. Depuis cinq ans, l'aile francophone du gouvernement bruxellois présente ce profil.

Globalement, on l'a vu, cet attelage a progressé le 7 juin dernier et les partis d'opposition ont soit reculé (le MR), soit disparu du parlement (le FN). PS, CDH et Écolo ont répété en chœur durant la campagne que leur équipe avait été très soudée et avait bien travaillé. Cet enthousiasme contraste cependant avec le bilan à mettre à l'actif de l'exécutif sortant : la situation du chômage en Région de Bruxelles-Capitale, particulièrement alarmante, ne s'est guère améliorée ; les finances demeurent en difficulté ; la question du survol de Bruxelles, en particulier de nuit, n'a pas été résolue de manière décisive, ni satisfaisante pour les riverains. Dans ces dossiers, la Région bruxelloise dépend certes étroitement des positions et des décisions d'autres niveaux de pouvoir mais cela n'explique pas tout. L'un des sujets auxquels une majorité olivier pourrait être attachée, la mobilité, a été géré de manière assez visible mais non par l'un de ces trois partis, puisque le SP.A était ici à la manœuvre.

Ces dossiers, emblématiques des terrains d'action sur lesquels un olivier voudrait pouvoir marquer des points, vont inévitablement se présenter aux futures coalitions en place. Ce n'est plus uniquement à Bruxelles que le PS, Écolo et le CDH entendent planter un olivier, mais bien également en Région wallonne et à la Communauté française. Les défis à relever vont être nombreux, et la hauteur des espérances placées par certains électeurs dans cette formule accroît la pression sur les équipes appelées à gouverner.

## ***Un arbre bien vert ?***

Intégrant le grand vainqueur du scrutin, Écolo, l'olivier sera en particulier jugé à ses réalisations

en matière environnementale. Durant la campagne, les verts ont insisté sur la nécessité de faire de la protection de la planète le levier de nombreuses politiques : en matière de logement (construction, rénovation et contrôle des prix des loyers), de bâtiments publics, d'économie, de création d'emploi, de recherche scientifique et, bien sûr, de mobilité. Parviendront-ils à imposer à leurs partenaires davantage que l'introduction de touches vertes dans les accords de gouvernement ? Si oui, les futures coalitions auront-elles la possibilité réelle de mettre en œuvre ces engagements ?

***Intégrant le grand vainqueur du scrutin, Écolo, l'olivier sera en particulier jugé à ses réalisations en matière environnementale.***

S'il est vert, l'olivier sera-t-il également social ? L'un des tournants de la campagne électorale semble avoir été le choix présenté aux électeurs par E. Di Rupo entre l'« alliance des droites avec la régression sociale » et un « rassemblement des progressistes »<sup>9</sup>.

Les engagements socialistes en matière de protection sociale, manifestement partagés par les démocrates humanistes et par les écologistes, concernent en fait essentiellement le domaine de la sécurité sociale. Celui-ci échappe pourtant à la compétence des régions et tous les partis francophones (rattachistes exceptés) ont proclamé leur attachement au caractère national (belge) de la sécu. Dès lors, comment l'olivier pourra-t-il mettre en œuvre ses éventuelles promesses en la matière et éviter le désenchantement de ses électeurs ?

Ce constat ne signifie toutefois pas que les gouvernements régionaux et communautaires sont totalement dépourvus de compétences à caractère social. Qu'il s'agisse de l'aide aux personnes, de la lutte contre le chômage et de

l'accompagnement des chômeurs, de la politique du logement ou encore du développement économique et de la distribution de ses retombées, les entités fédérées sont bel et bien à même d'impulser une orientation sociale ou acceptant au contraire leur approfondissement. De ce point de vue, les divergences entre les composantes de l'olivier ne seront pas sans conséquences. On sait ainsi qu'Écolo dénonce le dispositif actuel de contrôle de la « disponibilité » des chômeurs tandis que le CDH (dont la présidente est la ministre fédérale de l'Emploi) préconise une modification de ce contrôle qui s'apparente à certains égards à un approfondissement et à un durcissement de celui-ci<sup>10</sup>. Que feront les Régions wallonne et bruxelloise si le gouvernement fédéral sollicite leur implication accrue dans le contrôle des chômeurs ? Accepteront-elles de jouer du bâton ?

En matière d'enseignement, la défense d'un réseau plutôt que des autres a aussi des incidences sur la volonté et les méthodes mobilisées afin de lutter contre les inégalités sociales.

Du point de vue fiscal bien entendu, le niveau d'imposition, le type de taxation et les revenus ciblés par les impôts ont également un impact évident sur la répartition des richesses au sein de la population. L'olivier est un bois nouveau. Donnera-t-il des coalitions torturées ?

## ***Un feuillage aux reflets d'argent ?***

Les négociateurs ne s'en sont pas cachés, le point crucial du débat et de l'action gouvernementale pour les cinq années à venir sera financier.

Pour pouvoir mener leur politique, les oliviers bruxellois, wallon et francophone auront besoin de moyens. Ici également, on peut se demander si la clé du problème réside véritablement entre les mains des entités fédérées.

...

La fiscalité reste essentiellement décidée au niveau fédéral. Qu'il s'agisse du niveau de l'impôt sur les personnes physiques, de celui sur les sociétés ou encore du taux de TVA. Les régions disposent bien de prérogatives fiscales.

**Pour pouvoir mener leur politique, les oliviers bruxellois, wallon et francophone auront besoin de moyens.**

Ces dernières années, elles les ont plutôt exercées pour baisser ou supprimer le niveau de certaines taxes : droits de succession, redevance radio-télé, taxe régionale. Se présentant comme une alliance « de gauche » ou « progressiste » selon les versions, l'olivier pourrait être tenté de modifier la fiscalité dans un sens plus redistributif. La suppression de taxes forfaitaires, qui frappent tous les ménages indifféremment de leur patrimoine, va dans ce sens. Ses effets sont cependant limités. Symboliquement, le relèvement des tranches supérieures d'imposition ou la réintroduction de celles existant avant la réforme fiscale du gouvernement Verhofstadt I serait nettement plus frappante. Elle aurait également un réel impact. Il en irait de même de l'introduction d'un impôt sur les « grosses fortunes », mesure préconisée par la CSC et la FGTV et qui pourrait être emblématique d'une rupture apportée par un olivier.

Cependant, ces mesures sont a priori de la compétence de l'Autorité fédérale. En outre, il n'est pas du tout évident que les trois membres de la coalition seraient prêts à mettre de

telles réformes en œuvre. Le PSC s'est toujours opposé à un tel impôt et le CDH ne semble guère se positionner autrement. Pour leur part, le PS et Écolo étaient membres du gouvernement arc-en-ciel qui a mené la réforme fiscale qu'il s'agirait de détricoter.

Afin de ne pas voir toute tentative de changement se heurter immédiatement à des difficultés budgétaires, les oliviers semblent plutôt s'engager dans une autre voie.

La stratégie actuellement à l'étude consiste à étaler le retour à l'équilibre (exigé notamment par le gouvernement fédéral et par l'Union européenne) jusque 2015. De la sorte, une certaine marge de manœuvre serait disponible afin de mener des projets, y compris pour favoriser la relance économique, tout en limitant les déficits pour les résorber progressivement. En somme, les oliviers agiraient dans une optique keynésienne corsetée par une logique néoclassique. Pareille démarche sera-t-elle acceptée par les autorités fédérales et européennes ?

On devine que le MR et l'Open VLD, exclus de quasiment toutes les majorités dans les entités fédérées mais bien présents au gouvernement fédéral, seront peu enclins à faire des cadeaux à leurs rivaux.

Une autre voie serait encore de renégocier les clés de financement entre les niveaux de pouvoir. La Région de Bruxelles-Capitale en a manifestement un besoin de plus en plus vital. Recevra-t-elle le soutien des oliviers wallon et francophone, voire du MR, dans cette démarche ? On sait que les partis flamands (qui ne semblent guère faire du refinancement de Bruxelles l'une de

leurs priorités) sont particulièrement peu enclins à admettre un meilleur financement, et donc une autonomie accrue, des politiques bruxelloises. Ces mêmes partis flamands seraient par contre nettement plus ouverts à une autonomie fiscale accrue des régions. Cela pourrait peut-être accroître la marge de manœuvre de ces entités. Les partis francophones se méfient cependant de cette voie, qui risque surtout d'accroître la concurrence au sein même de l'État belge.

Bref, les négociateurs des oliviers doivent non seulement se mettre d'accord sur ce qu'ils souhaitent faire ensemble, mais également sur la manière dont ils entendent concrétiser leurs engagements. Les partisans les plus optimistes de cette formule de coalition avanceront qu'un olivier, ça pousse (bel et) bien en milieu aride. Les sceptiques craindront au contraire que si l'alliance dite « de gauche » se montre incapable de réaliser des avancées significatives, ses concurrents de droite, voire d'extrême droite, seront en embuscade pour tirer parti de l'échec. Ceux-là s'interrogent déjà : un olivier, ça pousse bien, en milieu aride ?

<sup>1</sup> Sur le total de 100 % des voix accordées à des listes francophones et flamandes au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale.

<sup>2</sup> La branche locale du CDH.

<sup>3</sup> Le PFF a cependant cédé un siège tandis que ProDG en a gagné un. Le gouvernement (SP-ProDG-PFF) a très rapidement été reconduit mais la distribution des portefeuilles en son sein a été revue pour refléter cette modification des rapports de force.

<sup>4</sup> Le CD&V (29 sièges en 2004) et la N-VA (6 sièges en 2004) formaient en effet deux groupes politiques distincts durant toute la législature 2004-2009.

<sup>5</sup> Voir J. Dohet, J. Faniel, « La gauche radicale toujours en quête d'unité », *La Revue nouvelle*, mai-juin 2009, pp. 6-10.

<sup>6</sup> Formations dont la nature est assez différente, il faut le souligner.

---

<sup>7</sup> Dans la vie politique allemande, les écologistes, les libéraux et les sociaux-chrétiens sont identifiés respectivement aux couleurs verte, jaune et noire, soit celles du drapeau jamaïcain. Le vocabulaire politique belge a repris la formule, bien que les couleurs des libéraux (bleu) et des (ex-)sociaux-chrétiens (orange) soient différentes.

<sup>8</sup> Cette expression provient également de l'étranger puisqu'en Italie, elle désigne depuis 1996 la coalition des partis de centre-gauche rassemblant notamment socialistes, démocrates-chrétiens et verts.

<sup>9</sup> *Huis clos*, RTBF (La Une), <http://www.rtb.be/info/elections/huis-clos-du-27-mai-2009-elio-di-rupo-et-didier-reynders-111882>, dernière consultation 6 juillet 2009.

<sup>10</sup> Voir à ce propos J. Faniel, « Belgique. L'assurance chômage entre pressions européennes et polémiques régionales », *Chronique internationale de l'IRES*, Noisy-le-Grand, n°115, novembre 2008, p. 62.